

Monsieur l'Attorney General Eric H. Holder
U.S. Department of Justice

Mercredi premier avril 2009

950 Pennsylvania Avenue, N.W
Washington, D C 20530-0001

Monsieur,

Je vous écris à nouveau au sujet des cinq cubains Fernando Gonzalez , Antonio Guerrero, Gerardo Hernández, Ramón Labañino et René Gonzalez, emprisonnés injustement depuis plus de dix ans dans votre pays . J' espère que cette lettre sera la dernière , que ces cinq hommes seront libérés rapidement.

J'écrivais, le 5 décembre 2007 à l'Attorney General d'alors, Alberto Gonzalez, :

« Il faut réduire au silence les cinq Cubains en les maintenant coûte que coûte enfermés, c'est le sens de leur procès qui s'éternise d'appel en appel et de la peur de voir ces hommes jugés ailleurs qu'à Miami. En fait, plus tardive sera leur libération, plus puissant sera l'effet de rebond ! »

J'avais vu juste ! La protestation qui enfla dans le monde entier pour une exigence de Justice envers les Cinq, laisse présager un effet de rebond puissant.

Le 30 janvier dernier les Cinq ont fait appel auprès de la Cour Suprême des Etats – Unis. Dès lors, une véritable chaîne de solidarité s'est mise en place à l'échelle planétaire pour voir les droits des Cinq reconnus, leur injuste procès annulé.

Le 6 mars dernier, ce ne sont rien moins que 12 documents que les Amis de la Cour (Amicus Curiae) ont transmis par l'intermédiaire d'avocats des Etats-Unis, lesquels ont , saluons- le au passage, renoncé à leurs honoraires pour ce travail.

Ces Amis de la Cour demandent de considérer la double injustice dont ont été victimes les Cinq :

-Injustice criante d'avoir localisé ce procès à Miami, où il était assuré qu'il soit inique

-Injustice au niveau du choix des membres du jury (exclusion de Noirs par exemple).

La qualité et la diversité de ces Amis de la Cour sont impressionnantes. On y trouve entre autres de prestigieux prix Nobel, des associations d'avocats, des parlementaires, des associations de droits de l'homme, des personnalités, tous venus des différents horizons de la planète.

Votre pays a une occasion rêvée de gommer une page noire de son histoire, une page d'injustices, d'atteintes aux droits de l'homme, bien antérieure à l'arrestation des cinq Cubains. Une page noire qui a commencé à s'écrire dès la lutte d'indépendance du peuple cubain, indépendance confisquée par les Etats-Unis. Les véritables objectifs de leur intervention sont clairement exprimés dans un mémorandum datant du 24 décembre 1897, où le Sous-secrétaire à la Guerre nord-américain, J.C. Breckenridge, écrivait au commandant de l'armée étasunienne, le lieutenant général Nelson A. Miles à propos de Cuba : (partiellement traduit) :

«... Les habitants sont généralement indolents et apathiques. En ce qui concerne leur érudition, ils vont du plus raffiné au plus vulgaire et abject. Son peuple est indifférent à la religion, et la majorité est par conséquent immorale et en même temps il a de fortes passions et est très sensuel. Etant donné qu'il ne possède que vague notion du bien et du mal, il a tendance à chercher le plaisir non au travers du travail, mais par le biais de la violence. Comme conséquence logique de ce manque de moralité, il y a une grande indifférence pour la vie. Il est évident que l'annexion immédiate de ces troublants éléments à notre propre fédération dans de telles quantités serait de la pure folie, donc avant de faire cela, nous devons nettoyer le pays, même si cela signifie l'utilisation des méthodes que la Divine Providence utilisa pour les villes de Sodome et Gomorrhe. Nous devons détruire tout ce que nos canons peuvent atteindre. Nous devons imposer un sévère blocus pour que la famine et sa constante compagne, la maladie, sapent la population pacifique et déciment l'armée cubaine... »

J'espère, Monsieur l'Attorney général, que vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir pour tourner enfin cette page d'injustices, page qui s'est écrite pendant plus d'un siècle.

Croyez, Monsieur l'Attorney General, à mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie

Quartier Castet

64360 MONEIN(France)

Copies à : Monsieur le Président Obama, Mesdames Hillary Clinton, Nancy Pelosi, Messieurs Harry Reid, et L'ambassadeur des USA en France